

LE POLITIQUE ET SES PROBLÈMES

Par Jean Blairon

Cette année 2019 est le théâtre d'une certaine effervescence politique, dans notre pays tout au moins : des manifestations significatives (des jeunes pour le climat ; des gilets jaunes) répétées à intervalles réguliers semblent vouloir renouveler la logique de l'action « au finish »¹ ; une grève générale a paralysé le pays le 13 février.

Ces faits sont susceptibles d'interprétations diverses. D'aucuns sont tentés d'y voir un signe de bonne santé de la démocratie. Alain Touraine tempère cette interprétation :

« On ne peut pas dire que ça va bien quand beaucoup de gens pensent que ça va mal. »²

L'éditorialiste du *Soir*, Béatrice Delvaux voit ces actions comme une chance pour le pays :

« Un formidable emmerdement, ces nouveaux activistes ? Non !, une chance inouïe. Notre pays est ainsi secoué et interpellé non par des émeutiers de rue ou des extrémistes, mais par une foule citoyenne forte de sa sincérité et de la certitude nouvelle de devoir et surtout de pouvoir faire changer les choses.

Il faudra trouver autre chose que des slogans, des justifications, des excuses ou des écoutes polies pour assouvir ses besoins de justice sociale, fiscale ou climatique. »³

Elle invite « ceux qui sont aux manettes de la politique » à entendre ces critiques :

« « Les gens, ils en ont tellement marre d'être pris pour des c... » Cette phrase brute de décoffrage, c'est Marie, la gilet jaune de notre photo ci-dessus qui la prononce. Et en fait, elle exprime bien le sentiment des citoyens qui ont décidé d'arpenter le tarmac le jeudi, d'arrêter de travailler ce mercredi ou de bloquer des dépôts de jour comme de nuit.

On peut choisir de se boucher les oreilles et d'attendre que « ça » leur passe, mais ce serait un très mauvais réflexe. Car c'est d'abord contre la surdité de ceux qui sont aux manettes de la politique, et plus globalement de ceux qui détiennent du pouvoir, que ces trois mouvements, jeunes pour le climat, gilets jaunes et travailleurs, s'insurgent. »

En page 2 de la livraison du même journal, qui interroge une gilet jaune, une jeune active dans la lutte pour le climat et un syndicaliste, on peut lire ce titre :

« Tel un jeu vidéo, on bombarde tous le méchant politique. ».

1 L'action « au finish » entend ne s'arrêter que lorsque la revendication est rencontrée ; ici, les actions entendent se répéter jusqu'à ce que des « objectifs ambitieux » soient fixés, sans qu'ils soient d'office énoncés, ni d'ailleurs limités.

2 Alain Touraine, interview de *France Culture*, <https://www.franceculture.fr/emissions/invite-actu/alain-touraine>.

3 *Le soir*, 13 février, édition Bruxelles, https://journal.lesoir.be/journal.php#Le_Soir/web.2019-02-13.BRUXELLES|LS_QUOTIDIEN.2019-02-13.N_BRUXELLES.111.

La tendance majoritaire de nombreux commentaires est effectivement de pointer le personnel politique : il concentrerait en son sein tous les problèmes et serait la cause de toutes les difficultés. Les reproches cumulent les accusations de surdité, de mauvaise foi et de désintérêt.

Loin de nous l'idée de nier ces problèmes et difficultés, qui sont bien réels. Mais si l'on veut trouver des solutions, il convient probablement de prendre du recul et de réfléchir à des améliorations.

Faute de quoi, comme le dit Alain Touraine dans l'interview que nous évoquons, on est condamnés «   s'enfoncer dans la mauvaise humeur ou dans le désespoir ».

Remarquons que les améliorations qui semblent requises sont de deux ordres.

Les premières correspondent en effet à un **changement de politiques** : par exemple au niveau social. La grève générale conduite par la FGTB et la CSC, à laquelle d'ailleurs des gilets jaunes se sont associés, avance des demandes qui impliquent un changement de cap qui est déjà partiellement traduit en solutions possibles : partage du temps de travail, revalorisation des salaires et des allocations sociales par exemple.

Mais une deuxième catégorie de revendications semble exiger un **changement de la politique** : la démocratie et ses acteurs, notamment les partis ; les politiciens dits « professionnels » ; les «  tats-majors » des organisations de mobilisation font l'objet de suspicions qui semblent à certains irréversibles.

C'est là qu'il faut s'assurer en tout cas que les solutions imaginées ne renforceront pas les problèmes qu'elles sont supposées résoudre, c'est-à-dire garder une vigilance critique par rapport aux conséquences possibles.

Tenir cette posture réflexive et critique n'est pas facile, puisqu'on peut facilement être accusé de pass isme (de « vouloir que rien ne change »), voire d'être complice des dysfonctionnements. Mais suivre l'air du temps sans réfléchir aux conséquences de ce qu'il véhicule est-il acceptable ?

Nous pensons que l'exercice critique est toujours utile, voire nécessaire. Puisque nos démocraties modernes ne se r f rent qu'aux lois qu'elles édictent elles-mêmes pour construire la manière dont nous pouvons « nous associer », comme dit John Dewey, - ce qui est bien autre chose sans doute que « vivre ensemble » - les critiques qui portent sur l'exercice du pouvoir méritent bien elles aussi une attention critique.

DES PROBLÈMES QUI NE SONT PAS NOUVEAUX

Il est d'abord utile de se rappeler que les problèmes qui sont point s aujourd'hui ne sont pas propres à notre époque (ce qui ne veut évidemment pas dire qu'ils peuvent être considérés comme insignifiants). John Dewey, que nous évoquons ci-dessus, essaie de les raisonner dans son ouvrage très connu *Le public et ses problèmes*, qu'il publie il y a quasi un si cle⁴.

Ces lignes résonnent aujourd'hui de bien étrange manière :

« Quelques-uns décrètent l'impuissance de toute politique ; beaucoup pratiquent nonchalamment l'abstention et agissent indirectement. Le scepticisme à l'égard d'un vote est ouvertement exprimé non seulement par les théories des intellectuels, mais aussi par les expressions des masses peu intellectuelles : « Quelle différence cela peut-il faire que je vote ou non ? Mon vote n'a jamais rien changé. » Ceux qui sont un peu plus réfléchis ajoutent : « Il ne s'agit que d'une bataille entre les entrants et les sortants. La seule différence faite par une élection concerne qui obtient le poste, qui touche un salaire et qui profite. »

4 J. Dewey, *Le public et ses problèmes*, Paris, Gallimard, Folio essais, r  d. en 2015. Dewey a écrit ce livre en 1926. Nous l'avons évoqué en clin d' il dans le titre de cette analyse.

Ceux qui sont encore plus enclins à généraliser affirment que tout l'arsenal des activités politiques est une sorte de voile en couleur destiné à masquer le fait que, dans tous les cas, c'est le monde de la haute finance qui domine le perchoir gouvernemental. »⁵ (p. 208)

Le raisonnement de Dewey ne va pas dans ce sens. Aussi frustré et sujette à critique que soit la démocratie représentative, elle possède selon lui un avantage indéniable :

« L'argument le plus solide en faveur des formes politiques de la démocratie même aussi rudimentaires que celles qui ont déjà été réalisées - le vote populaire, la règle de la majorité, etc. -, c'est qu'elles en appellent dans une certaine mesure à la consultation et à la discussion, qui permettent de dévoiler les besoins et les troubles sociaux. Ce fait est l'atout essentiel du grand livre de la politique. » (p. 309).

Dewey conclut son travail d'analyse politique d'une manière très claire :

« En d'autres termes, le besoin essentiel est l'amélioration des méthodes et des conditions du débat, de la discussion et de la persuasion. Ceci est *le* problème du public. Nous avons affirmé que cette amélioration dépend essentiellement de la libération et du perfectionnement des processus d'enquête et de la dissémination de leurs conclusions. » (p. 311).

Dewey définit ainsi « le public » :

« Le public consiste en l'ensemble de tous ceux qui sont tellement affectés par les conséquences indirectes de transactions [privées] qu'il est jugé nécessaire de veiller systématiquement à ces conséquences. (...) Le public, en tant qu'il est organisé au moyen de fonctionnaires et d'institutions matérielles qui prennent soin des conséquences indirectes, étendues et persistantes, des transactions privées, est le *Populus*. » (p. 95).

Cette conception devrait être au cœur de ce que nous appelons « les services publics », garants de l'intérêt général par l'attention qu'ils portent aux conséquences indirectes des transactions privées. On voit bien l'écart immense qui sépare cette conception de celle, managériale, qui parle de « services rendus au public ».

Ce trop bref rappel historique nous conduit au moins à accorder de l'attention à une hypothèse : un changement **de la** politique peut-il passer par l'amélioration des méthodes et conditions du débat, de la discussion et de la persuasion ?

Ce n'est pas d'office ce que dit l'air du temps.

DES IDÉES OU DES POLITICIENS ?

Une récente campagne vient par exemple d'être lancée par la plate-forme « tam-tam »⁶ :

La campagne #ART23 part à la rencontre des citoyen.ne.s pour porter les droits fondamentaux au cœur de l'agenda politique ! Nous lançons une grande enquête publique qui propose 23 revendications concrètes. L'objectif : récolter 23.000 enquêtes et ouvrir le débat afin d'en ressortir 6 grands axes qui baliseront le projet politique des prochains gouvernements.

5 J. Dewey, *op.cit.*, p. 208. Dans la suite du texte, nous indiquerons les références paginales directement après la citation.

6 Courriel reçu le 12/02/2019. Nous le citons tel quel, coquilles comprises.

On ne peut que comprendre et partager l'intention d'en appeler ainsi au débat d'idées et à la mobilisation citoyenne.

Le slogan de lancement de la campagne paraît cependant à un certain point de vue moins heureux :

« **En 2019, ne votons plus pour des politiciens, mais pour des idées** ».

La formule pourrait en effet laisser entendre que les deux dimensions sont exclusives l'une de l'autre. Peut-on vraiment le prétendre ?

On ne voit pas non plus comment les résultats du processus qui vise à « ressortir six grands axes » pourraient en tant que tels « baliser le projet politique des prochains gouvernements » : il faudra tout de même pour ce faire qu'une majorité élue élabore une Déclaration de Politique Gouvernementale qui s'y réfère.

Nous n'ignorons pas la tendance à l'individualisation de la vie politique qui s'exprime de multiples manières qui tendent à ce que la personne (le politicien) prime le programme (les idées) ; sont-elles toutes voulues par les hommes politiques eux-mêmes ou ceux-ci subissent-ils également cette tendance ?

La décrédibilisation de tous les collectifs, taxés par la vulgate néo-libérale de tous les défauts, frappe aussi les partis, leurs programmes. La dépréciation de ceux-ci au profit d'« histoires à raconter » (dans tous les sens du terme ?), qui traverse tous les médias, n'est-elle pas aussi un facteur puissant d'une forme d'individualisation qui est sujette à caution ?

Cette intervention de Pierre Bourdieu nous paraît mériter réflexion :

« Le mouvement (...) vers l'utopie néo-libérale d'un marché pur et parfait, s'accomplit à travers l'action transformatrice et, il faut bien le dire, *destructrice*, de toutes les mesures politiques (...) visant à *mettre en question toutes les structures collectives* capables de faire obstacle à la logique du marché pur : *nation*, dont la marge de manœuvre ne cesse de décroître ; *groupes de travail*, avec par exemple l'individualisation des salaires et des carrières en fonction des compétences individuelles et l'atomisation des travailleurs qui en résulte ; *collectifs de défense* des droits des travailleurs, syndicats, associations, coopératives ; *famille* même qui, à travers la constitution de marchés par classes d'âge a perdu une part de contrôle sur la consommation. »⁷

Notre raisonnement souhaite attirer l'attention sur la nécessité d'examiner cette **conséquence possible** (ce qui ne veut pas dire voulue) : la critique des institutions (de la démocratie représentative), des appareils (des états-majors), des collectifs (comme les partis), aussi justifiée qu'elle soit dans toutes sortes de cas, ne possède-t-elle pas tendanciellement une double face, qui est porteuse **des mêmes logiques néo-libérales** que celles qui sont critiquées ?

Leur développement dans le champ politique n'augure pas d'office d'une progression du « public ». La confrontation des transactions privées aux conséquences indirectes pour le collectif ne se fait pas d'elle-même. Elle a besoin d'institutions et de collectifs qui la facilitent. L'air du temps ne prend guère en compte cette nécessité, notamment lorsqu'il pare l'expression d'opinions individuelles (qui se vivent souvent comme définitives) et la démocratie directe de toutes les vertus.

⁷ P. Bourdieu, « Le néo-libéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites », *Contre-feux*, Paris, Raisons d'agir, 1998, p. 110.

IMMOBILISME ?

Tenir cette position ne veut évidemment pas dire qu'il faut se contenter de l'état des choses. Si nous reprenons le point de vue de Dewey, les priorités semblent doubles :

- améliorer les conditions et les méthodes du débat ;
- favoriser les institutions matérielles qui sont garantes de l'attention aux conséquences des transactions privées (qui sont donc garantes du « public »).

Quelles pourraient être les conséquences de ces priorités sur la critique et sur son exercice ?

Rappeler l'analyse de Luc Boltanski sur les articulations des institutions et des opérateurs critiques est ici un détour utile.

Pour Boltanski, le rôle incontournable des institutions est de se mettre au-dessus des intérêts et des passions pour dire ce qu'est la réalité, c'est-à-dire pour instituer une définition de celle-ci.

On voit immédiatement que cette conception rejoint celle du « public » défendue par Dewey.

Pour instituer de cette façon « la réalité », les institutions développent une attitude **réflexive**, par exemple en se préoccupant des conséquences indirectes « étendues et persistantes » de leur définition en actes.

Le rôle de la critique est de favoriser la qualité de cette attitude réflexive, notamment en interrogeant la manière dont sont réellement pris en compte les « besoins et troubles sociaux », voire la connaissance que les responsables « publics » pensent avoir de ceux-ci.

La qualité des institutions démocratiques dépend dès lors d'une double reconnaissance : des rôles (des institutions; de la critique) ; de l'importance de la connexion entre institutions et critique.

Pour les opérateurs de la critique, il convient ainsi de reconnaître le rôle des institutions (soit être garantes du « public ») et de les créditer d'une capacité réflexive (nécessaire pour instituer la réalité).

Pour les agents institutionnels, symétriquement, il faut reconnaître le rôle contributif de la critique (qui leur assure une connaissance de la réalité) et la créditer d'une intelligence de la réalité vécue.

Tous les agents « politiques » n'ont pas la même attitude par rapport à cette double reconnaissance, et tous les opérateurs critiques, non plus.

En suivant ce point de vue, il faut, pour développer la démocratie, favoriser les **connexions** de la critique et des garants institutionnels, ainsi que le développement des collectifs qui permettent la confrontation.

Il s'agit d'une lecture **relationnelle**, non d'une lecture substantielle qui ferait de certains agents ou groupes le problème **en tant que tels**.

En conséquence, la plus grande attention devrait être apportée aux dispositifs techniques dont dépendent les connexions.

Prenons un exemple récent. La Réforme du Décret de 1991 dit de l'aide à la jeunesse que le Ministre Madrane vient de réaliser.

Le décret « portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse » donne une importance nouvelle à la prévention : des agents associatifs (les Services d'Action en Milieu Ouvert) et publics (des « chargés de prévention ») doivent se mettre à l'écoute des jeunes vulnérables et tenter d'agir sur les violences de structure et les violences quotidiennes qu'ils peuvent subir.

Le décret prévoit une série de mécanismes de relais entre les acteurs, les niveaux d'observation et les lieux de débat – jusqu'au Parlement qui pourra être interpellé in fine.

Cet exemple concret, récent, montre que les connexions peuvent être instituées et leurs conditions, favorisées.

Il y en bien d'autres. Nous pensons par exemple à la proposition du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté et l'asbl flamande De link de faire intervenir auprès d'agents du « public » des facilitateurs en réduction des inégalités⁸. Ou encore, dans le champ médiatique, les expériences trop rares de « rédaction participative » où les personnes concernées interviennent sur le regard qui est porté sur leur situation par les professionnels des médias : nous sommes alors au plus loin des micro-trottoirs ou des sondages approximatifs supposés transmettre « leur avis ».

Il nous semble qu'un examen de tous les dispositifs de connexions qui vont du corps social aux agents du « public » mériterait d'être systématisé ; que les connexions qui existent soient évaluées ; que des expérimentations soient favorisées dans les domaines où elles semblent absentes.

Parallèlement, pour éviter une condamnation générique de tous les agents du « public », très lourde de conséquences nous semble-t-il, une évaluation différenciée de l'attitude de ces agents (dont les « politiciens ») par rapport aux opérateurs critiques serait des plus utiles. On pourrait par exemple analyser **l'effectivité** de l'écoute dont ces opérateurs peuvent ou non bénéficier de la part des premiers. Un examen critique des opérateurs par rapport à leur recherche de connexion, à leur capacité de reconnaissance du rôle et de l'identité des institutions compléterait heureusement ce dispositif.

Tout le monde, en effet, peut être tenté de faire valoir un point de vue exclusivement privé; tout le monde peut être aussi coupé de la réalité qu'on ne suppose que le sont les « politiciens » des citoyens.

DÉCONNEXION ET INTÉRÊTS PRIVÉS

Prenons un exemple frappant en revenant aux manifestations que nous évoquions en liminaire.

La réduction des inégalités est au cœur du problème : c'est ce que revendiquent les syndicats et, d'une certaine manière aussi, les gilets jaunes ; la question est aussi au cœur des revendications pour le climat, puisqu'une controverse la traverse : faut-il ou non croiser cette question avec la dimension sociale, pour éviter que les plus faibles ne soient laissés pour compte, voire soient encore plus affaiblis ?

La réduction des inégalités est bien au cœur des « besoins et des troubles sociaux » pour reprendre cette formule de John Dewey. La surdité en la matière n'est pas l'apanage des seuls « politiciens » (qui sont d'ailleurs loin d'être interchangeables à ce propos).

Un professeur d'université a récemment produit une carte blanche critiquant le rapport *Public Good and Private Wealth*, que l'association Oxfam vient de publier. Le rapport met en avant, on s'en souvient, que « les 26 personnages ultra-riches possèdent autant que les 3,8 milliards d'individus les plus pauvres. »⁹

Le professeur oppose à ce rapport un livre signé par douze  conomistes¹⁰ et d'autres références, non sans tenir des « raisonnements » pour le moins étonnants.

Nous en épinglons trois qui sont en rapport direct avec la thématique de cette analyse.

Pour V. Ginsburgh, il ne semble pas qu'il faille réduire les inégalités puisque cela produirait des « guerres et des pandémies » :

« Seuls ceux qui ont provoqué des conquêtes, des guerres, des révolutions, des chutes d'empires

8 Voir à ce sujet <https://www.intermag.be/413>.

9 Nous mettons entre guillemets les extraits de la carte blanche : V. Ginsburgh, « En faut-il peu pour être heureux ? », <https://www.lecho.be/opinions/carte-blanche/en-faut-il-peu-pour-etre-heureux/10094481.html>. Nous les citons en l'état, y compris les répétitions curieuses qui émaillent le texte.

10 B. Cap au, L. Cherchye, K. Decancq, A. Decoster, B. De Rock, F. Maniquet, A. Nys, G. Périlleux, E. Ramaekers, Z. Rong , E. Schokkaert et F. Vermeulen, *En faut-il peu pour être heureux ? Conditions de vie, de bonheur et bien-être en Belgique*, Anthémis, 2019.

ou d'états, des famines et des pandémies, ont permis de réduire les inégalités pendant un certain temps.

Que faut-il faire pour le changer ? Walter Scheidel, professeur d'histoire économique et sociale à l'Université de Stanford (...), a montré que, depuis l'âge de la pierre, seuls ceux qui ont provoqué des conquêtes, des guerres, des révolutions, des chutes d'empires ou d'états, des famines et des pandémies, ont permis de réduire les inégalités pendant un certain temps. Je ne pense pas que c'est cela que nous voulons. »

Le déni de l'action des mouvements ouvriers dans la réduction des inégalités est tout simplement hallucinant ; la mise en place d'institutions (la sécurité sociale ; la redistribution des richesses par l'institution publique) est tout autant omise. Une telle déconnexion par rapport aux opérateurs critiques et aux collectifs est tout de même rare...

Le Professeur argumente aussi qu'une réduction des inégalités n'augmenterait pas le bien-être – les statistiques le prouvent (sic) :

« Les résultats empiriques obtenus et rapportés dans l'ouvrage [des 12 économistes] sont basés sur une enquête réalisée en Belgique. Elle a porté sur 3.400 adultes soumis à des questions sur le revenu, la santé, le logement et a permis de découvrir que 9% de ceux qui sont pauvres, en mauvaise santé et vivent dans un logement de faible qualité se « *sentent mieux* » que plus de 72% de ceux qui disposent d'un revenu élevé, d'une bonne santé et d'un logement confortable, ce qui, selon les auteurs de l'étude, serait dû à « *des différences en termes d'ambitions et d'attentes nourries par ces groupes* ».

Il faut être bien loin de la réalité sociale pour ne pas comprendre que ces « différences en termes d'ambitions et d'attentes », d'une part, sont produites et, d'autre part, peuvent constituer des stratégies d'adaptation pour ne pas souffrir excessivement d'un état de privation. Nous ne saurons rien des 91 % de pauvres qui ne se sentent pas mieux que ceux qui doivent, les malheureux, sont-ils à plaindre, s'accommoder d'un revenu élevé, d'une bonne santé et d'un logement confortable.

Qu'à cela ne tienne, une conclusion pénétrante s'impose : « un récent ouvrage signé par douze économistes belges nous dit qu'il ne faut pas nécessairement être riche pour être heureux, ni pauvre pour être malheureux » (sic)

« Il s'agit décidément d'un ouvrage salutaire sur la richesse et la pauvreté, qui remonte les bretelles du rapport tapageur et provocateur d'Oxfam et de bien d'autres ».

Bel exemple de surdité, qui permet très certainement de justifier l'accroissement des inégalités.

Fort heureusement, il existe des projets de recherche qui se proposent quant à eux d'entendre effectivement les « besoins et les troubles sociaux » et de trouver les moyens d'agir sur eux :

« Par des descriptions circonstanciées des souffrances engendrées par les politiques néolibérales (descriptions du type de celles que nous avons présentées dans *La misère du monde*) et par une mise en relation systématique d'*indices économiques*, concernant aussi bien la politique sociale des entreprises (débauchages, formes d'encadrement, salaires, etc.) et d'*indices plus typiquement sociaux* (accidents du travail, maladies professionnelles, alcoolisme, consommation de drogues, suicides, délinquance, crimes, viols, etc.), je voudrais poser la question des *coûts sociaux de la violence économique* et tenter de jeter les bases d'une *économie du bonheur*, prenant en compte dans ses calculs toutes ces choses que les dirigeants de l'économie, et les économistes, laissent en dehors des comptes plus ou moins fantastiques au nom desquels ils entendent nous gouverner. »¹¹

11 P. Bourdieu, « Le néolibéralisme comme révolution conservatrice » [1997], in *Interventions, Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002, pp. 354-355.

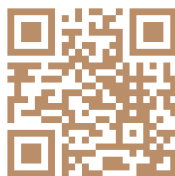
CONCLUSION

La démocratie et ses agents (publics) font l'objet d'une critique qui tend à devenir globale et générale : par nature, ils constitueraient le problème qu'il faut résoudre.

Nous avons essayé de montrer que cet air du temps pouvait être porteur de conséquences préoccupantes, parfois inverses de celles qui sont recherchées.

Les élections qui nous attendent au mois de mai ne constitueront en rien un rituel inutile. Elles décideront par exemple si la destruction des conquêtes sociales et la déconstruction des institutions qui les garantissent vont continuer ou au contraire être stoppées. Les changements qui sont attendus à juste titre **de la politique** méritent une attention très soutenue, à condition, évidemment, qu'elle ne détourne pas des exigences qui s'expriment en matière de changements **de politiques**. La priorité n'est-elle pas que les politiques néolibérales soient enrayées, stoppées, que leurs conséquences désastreuses soient corrigées ?

Quant au changement **de la** politique, nous avons voulu, dans cette analyse, explorer une hypothèse d'amélioration en prenant le point de vue défendu par John Dewey, sans du tout prétendre, évidemment, qu'elle serait de nature à tout solutionner. Mais l'hypothèse **relationnelle** que nous avons tenté de développer nous paraît plus fondée que le rejet général et la suspicion de principe, qui risquent d'inspirer des solutions qui renforceront le problème qu'elles souhaitent résoudre.



Pour citer cette analyse

Jean Blairon, « Le politique et ses problèmes », *Intermag.be*, RTA asbl, mars 2019, URL : www.intermag.be/663.